

Minurne, le retour !

écrit par Christine Tasin | 15 décembre 2014



Ce sera dorénavant à cette adresse

<http://www.minurne.org/?p=18>

Bonnes chances à Minurne et à ses responsables pour repartir du bon pied, en ayant échappé aux foudres des censeurs de tous poils !

Voici ci-dessous leur communiqué que vous trouverez en première page de leur nouveau site :

Baïllonné pendant 10 jours, Minurne revient !

Son interdiction rocambolesque ressemble pour l'instant plus à une manœuvre d'intimidation qu'à une action en justice, mais quoi qu'il en soit ce n'était en aucune manière le moyen de nous arrêter...

*Nous voulons en premier lieu **remercier chaleureusement Christine Tasin** qui nous a spontanément offert son appui pour reconstruire – avec l'aide précieuse d'Alain -, dans un pays non seulement « neutre », mais surtout « libre », la Suisse, **votre site, fermé par un Etat dont les dérives totalitaires sont désormais évidentes.***

Merci aussi à vous tous, amis lecteurs, dont les témoignages et

encouragements nous ont incité à ne pas lâcher prise, à tenir et continuer malgré les difficultés et les menaces. Nous n'avons pour l'instant pas encore récupéré notre historique d'articles depuis 4 ans, mais nous avons sauvé le fichier des 5000 abonnés.

Nous continuerons de rester dignes de votre confiance en poursuivant notre travail de réinformation et de réflexion, sans aucune auto-censure.

Le pouvoir veut nous faire peur ? C'est parce qu'il a peur !

Peur de quoi ? Peut-être que nous révélerions des choses qu'il veut cacher aux Français !

Le gouvernement nous surveillait. Comme il vous surveille. « Pour notre bien », sans doute ! C'est le principe même que dénonçait George Orwell dans 1984, *Bigbrother is watching you*.

Ce faisant, il va à l'encontre de l'une des trois valeurs fondamentales de la République, celles qui sont inscrites au fronton de tous nos monuments et bâtiments publics : la Liberté. Ce principe républicain, démocratique et fondamental de la liberté du citoyen qui peut faire et dire ce qu'il veut tant qu'il ne nuit pas à autrui, a été progressivement et sournoisement supplanté par deux autres principes, supposés, dans la pensée socialiste (c'est un oxymore), lui être moralement supérieurs : les droits de l'homme et le principe de précaution.

Tout a commencé il y a un peu plus de 30 ans avec l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir, et a continué avec le RPR et l'UMP. Si bien qu'il ne faut rien chercher de gauche ou de droite dans ce phénomène, mais plutôt une conséquence naturelle de **l'énarchisation de l'élite et de l'extension continue de la fonctionnarisation de notre société**.

Aujourd'hui, nous sommes conseillés, contrôlés, surveillés, sanctionnés dans toutes nos activités professionnelles et privées, jusque'aux plus intimes. J'ai pu m'en rendre compte récemment quand j'ai été convoqué par la police municipale de mon village où l'on m'a montré un téléphone-fax antédiluvien que j'avais déposé dans ce que je

croyais être le container prévu à cet effet à la déchèterie voisine. Les agents, très fiers de leur exploit, m'ont expliqué **qu'ils avaient lu dans un miroir les messages dont la trace apparaissait inversée sur le rouleau carboné** ! Tout ça pour 17 € d'amende ! Mais là n'est pas le problème. Qu'on me sanctionne pour avoir fait une erreur de tri, je l'aurais admis, mais que l'on fouille les poubelles pour trouver des appareils dont on extrait le contenu pour montrer à leur propriétaire qu'on le surveille, cela n'est ni républicain ni constitutionnel.

Autrefois l'Etat avait peu d'emprise sur les citoyens. Chacun faisait ce qu'il voulait chez lui sans être conseillé, influencé ou intimidé par qui que ce soit. Maintenant, avec la télévision, internet, etc. le « service public » et ses alliés de la bien-pensance socialiste sont constamment chez vous à vous conseiller de ne pas fumer, de ne pas boire ou manger ceci ou cela, de mettre un préservatif, de ne pas saler, de vous laver les mains avec des gel alcoolisés, d'acheter tel véhicule plutôt que tel autre, de vous faire vacciner, de ne pas pratiquer le tourisme sexuel (ministres exceptés, ils se reconnaîtront), de conduire doucement, de ne pas placer votre argent en sécurité à l'étranger, etc. Vous êtes déjà surveillés dans la rue, sur la route, dans les magasins et les administrations. Il y a même déjà en activité un site internet (1) où vous pouvez consulter les bandes des caméras de votre quartier et qui vous octroie une prime quand vous signalez un délit, ce qui est purement un appel à la délation. Quoi de plus efficace, en effet, comme dans les anciens pays socialistes d'URSS, Chine, Cuba et ailleurs, que d'obtenir des voisins et des familles qu'ils dénoncent leurs parents et amis ?

Un éleveur expliquait récemment sur une chaîne télévisée qu'il obtenait d'excellents résultats en termes de santé et de productivité avec son troupeau de bœufs « parce qu'(il maîtrisait) parfaitement leur alimentation, leur hygiène, leur activité et leur longévité ». C'est l'objectif de tout gouvernant socialiste, « responsable » comme ils disent. Le troupeau des cochons contribuables doit être bien alimenté, à l'abri des produits toxiques (comme Minurne-Résistance) et des virus, de temps en temps mis au vert, surveillé et vacciné afin qu'il soit toujours en bon état pour pouvoir produire de l'impôt au

coût administratif le plus bas possible, afin qu'il en reste beaucoup pour financer les effectifs surnuméraires de certaines administrations pourtant régulièrement dénoncées par la Cour des Comptes et qu'il n'est jamais question de réduire comme chacun peut le constater.

S'ils ne sont pas sévèrement encadrés, les deux principes liberticides que sont les droits de l'homme et le principe de précaution sont très contestables, dès qu'on y réfléchit un peu. Parce que l'on arrive vite au constat suivant : donner à la surveillance du citoyen la primauté sur trois autres principes inscrits dans notre constitution, le droit à la liberté individuelle, à la propriété, et celui de résister à l'oppression, ouvre une voie royale au fascisme.

Or, qu'est-ce que le fascisme ?

C'est le droit que s'arroge une faction politique de décider « au nom du peuple » ce qui est moralement bien ou mal sans demander par référendum à la Nation ce qu'elle en pense, comme cela se fait en Suisse. C'est édicter des lois liberticides qui permettent de sanctionner un citoyen, voire de l'éliminer, avant même qu'il ait commis une faute susceptible de nuire aux autres citoyens, simplement parce qu'il a un comportement dérangeant ou des idées qui pourraient contrarier le projet d'homme nouveau, citoyen sage et discipliné (du bétail), dont certains rêvent pour pérenniser leur pouvoir et leur train de vie.

Le fasciste espionne tout le monde à son insu pour pouvoir, au nom du principe de précaution, retirer de la circulation le présumé fauteur de trouble. C'est ce que faisait la Gestapo nazie, mais aussi le KGB et la Stasi socialistes. C'est ce que fait Big Brother dans 1984. C'est ce que font aujourd'hui ces centaines de milliers de caméras, de radars, de puces électroniques, de téléphones portables, de GPS qui enregistrent à notre insu ce que nous disons, ce que nous faisons, où nous allons.

C'est aussi ce que vient de faire l'Etat socialiste en interdisant Minurne – Résistance et en tentant de le faire taire.

Cela modifie déjà nos comportements sociaux dans le sens souhaité par Big Brother, souvent même sans que nous en ayons conscience.

Déjà, en Chine par exemple, l'apparition de certains mots dans un mail déclenche une enquête dans un service spécialisé.

Dans les pays qui ont la charia pour loi, c'est la prison et le fouet, parfois la mort (2).

En France, des députés socialistes demandent la même chose au gouvernement sous prétexte de lutter contre l'homophobie, l'islamophobie ou maintenant le patriotisme !

L'internaute fautif peut se voir sanctionné, voire emprisonné.

En France, où les écoutes téléphoniques tournent rond, la Halde a demandé la mise en place de filtres sur internet pour repérer les présumés coupables de racisme ou d'homophobie.

Chez les journalistes et les hommes politiques, l'autocensure fonctionne à plein. Pour ne pas utiliser les mots tabous, ils utilisent des périphrases. Par exemple, il n'y a plus de Gitans ni de Romanichels mais « des gens de la communauté du voyage ». Plus d'Arabes mais des « Maghrébins ». Plus de pédérastes, mais des homosexuels ou, mieux, des « gays ». Quand un type commet un crime particulièrement horrible, on ne mentionne pas son origine ethnique « pour ne pas stigmatiser toute une communauté ». Madame Aubry, fille Delors, veut bien parler d'identité de la France, mais pas d'identité nationale.

« National », c'est un mot nauséabond !

Des associations comme LCR, LDH, LICRA, Mediapart, sont grassement payées pour traquer et racketter les déviants

Pire, pour rester politiquement correct on ment publiquement, souvent par omission, tout en jurant sans cesse que l'on fait preuve de la plus grande transparence (on aurait dit autrefois « honnêteté »), comme dans cette émission du service public sur la chute du mur de Berlin où tous les commentateurs ont longuement disserté sur ces pauvres gens qui fuyaient Berlin Est où il fallait faire deux à trois heures de queue pour trouver un rouleau de mauvais papier hygiénique ou cent grammes de viande. Mais que fuyaient-ils ? La Stasi, la misère, l'oppression permanente d'une police omniprésente, l'absence de démocratie et de liberté, tout a été dit pour expliquer pourquoi

ils prenaient le risque de se faire tuer par les Vopos, sauf l'essentiel : **pas une seule fois en deux heures, il n'a été mentionné que la République Démocratique Allemande était un régime officiellement socialiste avec un gouvernement communiste et un dictateur fasciste à sa tête.**

Bref, on fait dans le virtuel et le mensonge public permanent pour rester politiquement correct, et les gens qui ont le courage de juger des choses par eux-mêmes, de parler librement ou de contester les thèses officielles se font de plus en plus rares.

Nous en sommes et nous espérons le rester malgré Valls qui menace « Je ne tolèrerai pas que l'on conteste l'autorité de l'Etat ».

Minurne – Résistance

(1) Le logiciel L'œil d'internet permet de signaler à la police les délits constatés sur les caméras de votre quartier. Chaque observation rapporte un point, un crime (brutalité, vol...) 3 points. Chaque mois le citoyen-délateur qui a le plus de points touche 1 000 €. Actuellement expérimenté à Stratford-on-Avon, à l'étude au ministère de l'Intérieur en France.

(2) Ce qu'il en coûte de braver l'État musulman en pays islamisé : Imaginez que vous êtes un jeune Saoudien. Vous vous interrogez sur la société dans laquelle vous vivez et, avec des amis, créez un site internet très vite fermé par les autorités.

On vous arrache à votre femme et vos trois enfants et on vous jette en prison.

Vous êtes bientôt jugé pour avoir encouragé les débats sur les questions politiques, religieuses et sociales dans votre pays. **Vous êtes condamné à 10 ans de prison, une amende de 200 000 euros et une interdiction de quitter le territoire dix ans après votre libération.**

Mais ce n'est pas tout : le tribunal a ordonné qu'un bourreau vous inflige le châtiment moyenâgeux de **mille coups de fouet en public**, devant la mosquée. Pour éviter que vous ne mourriez, on décide que les coups de fouet seront répartis en 20 sessions de 50 coups avec une semaine d'intervalle entre chaque session.

Ceci n'est pas un cauchemar mais l'horreur bien réelle à laquelle est

confronté Raef Badawi, le fondateur de Liberal Saudi Network, condamné en septembre 2014. Dans sa geôle, il ignore quand commencera cette torture.

C'est ça l'islam vécu.